

DEVELOPPEMENT: LE COURAGE DE CHANGER DE CAP

Une interview de Jean-Joseph Raboud par Pierre Emonet

Au mois de mai passé, Jean-Joseph Raboud livrait dans «Choisir» une réflexion sur le développement des pays du tiers-monde, fruit de son expérience professionnelle. Cet ancien directeur de banque en Valais travaille depuis 21 ans dans le Nordeste du Brésil où il a lancé un vaste projet de développement pour aider les petits paysans, l'Association d'appui aux communautés campagnardes du Rio Grande do Norte. Pierre Emonet l'a rencontré lors de son dernier passage en Suisse.

Jean-Joseph Raboud: «Lorsque nous parlons de développement, que cela soit dans les pays occidentaux ou dans le tiers-monde, nous nous référons généralement au modèle de la prospérité économique. Tant que cela ne changera pas, il sera inutile d'espérer obtenir des résultats durables. Le tiers-monde, à cause de son impossibilité à parcourir le même chemin de prospérité économique que les pays riches - et même si cela était possible, ce serait une absurdité -, peut trouver une voie lui permettant de sortir de la misère dans laquelle vit une grande partie de sa population, pour atteindre une pauvreté relative où il y aurait plus de place pour les relations humaines.

» Un économiste africain connu, Albert Tevoedjere, décrit la pauvreté et la richesse des peuples. C'est un peu dans ce sens-là qu'il faut chercher des solutions. Il ne faut plus parler seulement du développement des pays du tiers-monde mais de celui de l'ensemble de l'humanité.»

Pensez-vous qu'il soit encore possible de redresser la barre? Ou faut-il attendre pour ce faire une catastrophe écologique majeure, une crise ou même une guerre?

«Prenons l'exemple de l'écologie. On a pu montrer que la catastrophe était relativement proche, ce qui a facilité la prise de conscience et la prise de décision. Dans le domaine social, je pense qu'on arrive aussi à ce seuil où l'on devrait se dire que la catastrophe est imminente. Mais, parce que le social est compressible, on n'en est pas encore bien convaincu.»

La conversion dont vous parlez, ce changement d'optique qui consiste à ne plus présenter la prospérité économique comme modèle, suppose nécessairement certains renoncements. Est-ce possible?

«C'est effectivement là le défi. Les pays pauvres du monde vont peut-être montrer le chemin. C'est dans ce sens que je conçois une partie de ma tâche, pas seulement auprès des paysans mais dans tous les milieux que j'ai l'occasion de fréquenter à travers mon travail. C'est une conception qui, je crois, peut être transmise, à laquelle la jeunesse peut adhérer dans la mesure où elle prend conscience que c'est ce qu'elle recherche en réalité. Je rencontre d'ailleurs de plus en plus de gens, en Suisse comme au Brésil, qui admettent la nécessité d'opérer un certain dépouillement et de découvrir leur potentiel spirituel. J'ai confiance: d'une certaine façon, cette prise de conscience et l'aide de l'Esprit Saint nous y amèneront»

Ne vous considère-t-on pas comme un idéaliste parfois ici?

«Oui, c'est ce qu'on me dit, mais je propose alors à ces personnes un exercice. J'ai invité par exemple des jeunes de 16 et 17 ans d'une classe du collège de St-Maurice à se poser les questions suivantes: pourquoi suis-je ici, pourquoi est-ce que je travaille, etc.? Ces étudiants ont répondu: *«Parce qu'il faut se défendre dans la vie, il faut gagner suffisamment d'argent pour vivre.»* Pour faire quoi? *«Pour avoir des loisirs en fin de semaine.»* Mais pourquoi est-ce qu'on veut avoir des loisirs en fin de semaine? *«Pour avoir une meilleure santé.»* Dans quel but? *«Mais, pour être heureux!»* » Tout ce qu'ils recherchaient, au fond, c'est le bonheur. Je leur ai alors demandé: *«Mais, avec tout ça, est-ce que vous êtes heureux, est-ce que vous sentez les gens autour de vous heureux? Vous imaginez-vous vous ennuyant cinq jours par semaine uniquement afin d'avoir des loisirs le week-end? Dans les métiers que nous assumons, n'y-a-t-il pas, au-delà du fait de gagner de l'argent, la possibilité de construire des relations avec les autres? N'est-ce pas cela qui est la base de notre satisfaction à la fin de la journée? D'avoir eu un certain nombre de relations positives, à commencer par son conjoint et en passant par tous ceux qui croisent notre chemin au niveau professionnel?»*

» Il ne faut pas se tromper sur le but du développement. S'il consiste à battre les records de suicides de jeunes, même si l'économie va mieux pendant dix ou quinze ans, c'est une erreur en soi. Le défi consiste à transposer ce raisonnement fondamental au niveau de la communauté à travers la notion de solidarité: le développement, ce n'est pas que je réussisse mieux, c'est que nous réussissions mieux. A faire quoi? A trouver notre vie intéressante et agréable, là où nous sommes. Il ne faut pas penser que le superflu des autres nous est nécessaire. Il faut montrer au Sud qu'il détient des valeurs derrière lesquelles courent beaucoup de gens du Nord.»

Nombreux sont ceux qui renvoient dos à dos le capitalisme libéral et le socialisme réel. C'est un peu ce qu'ont fait les encycliques sociales de Jean-Paul II. Le problème c'est qu'il n'existe pas tellement de modèles de cette fameuse voie moyenne. Croyez-vous en une troisième voie?

«Généralement, la recherche de nouvelles voies se confond avec la formation de nouvelles idéologies. Une chose est claire, que ce soit dans le monde pauvre ou dans le monde riche, on a tendance à imposer aujourd'hui aux individus toujours plus d'obligations, contrairement à ce qu'on leur avait fait miroiter des deux côtés de la barrière. Je pense donc qu'on s'achemine naturellement vers une troisième voie où les groupements de personnes se sentiront plus responsables. Pour revenir à la théorie des corps intermédiaires, prônée sous Jean XXIII, on aurait ainsi des groupements autonomes, dans le cadre d'un Etat, constitués à partir de vocations soit économiques soit sociales s'articulant entre elles.

» Je pense en effet que l'Etat-providence c'est fini, à l'Est comme à l'Ouest. Nos grands-pères n'avaient pas d'assurances. Ce sont nos pères qui ont fait la transition entre un état de totale indépendance et de totale responsabilité, et le système que nous connaissons aujourd'hui. Ce dernier a pris rapidement de l'ampleur et nous vivons maintenant dans une situation de totale dépendance. Aujourd'hui, le salaire sert d'abord à entretenir ces assurances. Ce qui reste est utilisé pour le plaisir. Ce système a tellement bien démobilisé l'esprit des gens que même l'éducation est devenue une affaire d'Etat, les familles préférant s'en décharger sur l'école.

»En Suisse aussi, l'Etat assume trop d'obligations. Les gens protestent, mais au fond ils ne veulent pas renoncer à leurs acquis. Pourtant, ce système est devenu invivable puisqu'il est basé sur une projection d'ascendance infinie de l'économie.»

Et au Brésil, notez-vous une évolution positive dans le sens d'une plus grande solidarité?

«Oui, les gens comprennent de plus en plus que c'est en se prenant en charge ensemble qu'ils arriveront à résoudre leurs problèmes. Cela ne se réalise pas, bien sûr, sans effets pervers, comme la corruption. Mais prenons par exemple l'éducation, domaine où la difficulté à s'émanciper est la plus prononcée. Il serait juste que l'Etat en assume la charge. Mais il est inutile de poser cela comme un principe et de sacrifier des générations dans l'attente qu'il se réalise. Il vaut mieux que les communautés s'organisent elles-mêmes pour assurer l'éducation de leurs enfants. Le recours à l'Etat ne devrait venir qu'en second: le principe de la subsidiarité de l'Etat n'est plus une question d'idéologie mais de prépondérance de la personne humaine sur l'anonymat.

»Cette dynamique pourra se mettre en place si chacun transforme sa façon de vivre et d'exercer sa profession. On devrait adopter le regard et le plaisir de l'artisan qui exerce son métier. La notion exagérée du profit nous a fait perdre cette simplicité. En réintégrant la dimension de la solidarité dans toutes les professions, on arriverait à faire redécouvrir aux gens l'intérêt de leur travail.

»Ainsi, l'Association d'appui aux communautés campagnardes du Rio Grande do Norte, à travers ses programmes de professionnalisation, essaie de faire des jeunes des citoyens responsables, de leur donner le goût de la participation. En Suisse, on estime avoir une démocratie, mais elle n'est plus du tout participative. Il y a très peu de gens qui vont voter et ceux qui le font ne savent souvent pas très bien comment prendre position. On devrait favoriser de nouveau la participation au niveau communal. C'est ce que fait par exemple la Banque Mondiale au Brésil avec les nouveaux styles d'appuis aux communautés. Elle veut que ce soit la commune - l'administration communale avec les communautés de base, les associations locales, etc. - qui prenne le développement en main.

»Dans le Nordeste, on peut noter une évolution dans ce sens. Le moment crucial se produit lorsque les gens découvrent qu'ils peuvent avoir une influence sur leur propre vie, ce qui signifie aussi avoir plus de responsabilité. C'est difficile pour des personnes qui ont été élevées dans un contexte de non responsabilité et qui ont été frustrées de leurs droits les plus élémentaires dès la naissance, d'intégrer cette nouvelle notion. »

En tant que chrétien engagé, travaillant dans le tiers-monde, vous sentez-vous interpellé par la théologie de la libération qui, avec l'effondrement du communisme, a subi une crise?

« La théologie de la libération a montré une capacité de s'identifier au prochain et a donc affirmé l'option préférentielle pour les pauvres. Malgré ce courage évangélique de donner sa vie pour ceux qu'on aime, qui est réellement le fait de beaucoup, pour ne pas dire de la plupart de ceux qui se réclament de la théologie de la libération, celle-ci connaît en effet des difficultés. Ces problèmes ne sont pas uniquement liés à l'effondrement du socialisme réel. Il aurait fallu que les tenants de la théologie de la libération osent faire un pas supplémentaire dans le sens d'une responsabilisation des communautés frustrées de leurs droits. Ils n'ont pas

vu que la mobilisation sociale ou la libération sociale qu'ils voulaient apporter dépendait d'un effort interne à la communauté.»

Le développement des communautés de base n'est-il pas un pas dans ce sens?

«Oui, c'est une mobilisation, mais basée sur le courage à revendiquer plutôt que sur la possibilité et l'obligation de résoudre par soi-même une partie de ses problèmes. Il y a donc bien une pratique évangélique du don de soi, mais en pensant que le pauvre n'a que des droits à exercer et pas d'effort sur lui-même à fournir, pas de devoir, la théologie de la libération n'a peut-être pas suffisamment «respecté» celui-ci.»

Pensez-vous que le christianisme ou l'Eglise a encore un rôle clé à jouer au Brésil dans l'évolution de la lutte sociale en faveur des pauvres?

«Je pense que l'Eglise n'est pas suffisamment présente aujourd'hui au Brésil dans le quotidien des gens. Elle se limite à des prises de position, un peu à l'image du Pape. Le dogmatisme et l'insistance sur le caractère hiérarchique de l'Eglise se font au détriment de la pénétration du message évangélique. Il y a une mise à l'écart de la spiritualité. On «oublie» de dire aux gens que c'est à partir de la relation avec Dieu que peuvent se créer des possibilités de libération, une conversion intérieure. On a tendance à attribuer à ce manque la fuite vers les sectes qui, elles, prêchent cette connexion immédiate avec Dieu. » Il est vrai cependant que l'Eglise au Brésil a maintenant peur de perdre un peu de ses fidèles. Alors elle laisse plus de liberté pour la forme des cultes qui se rapprochent quelque peu des évangéliques ou du style afro. Cela peut amener certaines parties de la population à se rapprocher de l'Eglise. Mais cela n'est pas suffisant. L'Eglise doit faire en sorte que l'Evangile soit toujours plus présent. C'est la seule façon d'aboutir à une évolution sociale.

Adaptation: Lucienne Bittar

(choisir, octobre 1996, pp. 21-24)